



Venezuela. Où se cache l'ennemi ? Analyse de la frontière avec la Colombie.

Par [Marco Teruggi](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2017

[Hasta el No Cau](#) 5 septembre 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Sous notre pays s'en agite un autre. Nous l'avons vu émerger trois mois durant puis couler comme une pierre dans l'eau sombre. Il n'a pas disparu, il est toujours là, agit, se réorganise, accumule des forces pour resurgir à la prochaine occasion. L'hypothèse est la suivante : l'ennemi se regroupe dans l'Etat de Táchira et le long de la frontière, zone qui constitue la base arrière à partir de laquelle ont été lancées les dernières offensives, sûrement suivie d'autres au fur et à mesure que le scénario se déroulera. Soit il attend les conditions optimales pour passer à l'action, soit il cherchera à les créer, comme nous l'enseigne la politique.



Plusieurs indices mènent à cette conclusion.

En premier lieu, un évènement fortuit : tandis qu'à Caracas, les batailles de rue diminuent brusquement à partir du 25 juillet, elles augmentent dans l'Etat de Táchira où des forces auparavant dispersées en divers points du pays, se sont aujourd'hui concentrées. Des attaques frontales ont eu lieu durant plusieurs jours, assiégeant des villes entières, menées par 4 acteurs : des paramilitaires, des délinquants, des membres de la droite - essentiellement Volonté Populaire - et la base sociale de l'opposition. Tous articulés autour de missions différentes mais relevant d'un plan commun, celui d'empêcher la réalisation des élections constituanes, d'entraîner l'Etat vers un niveau supérieur de violence et à une situation d'ingouvernabilité l'empêchant de maintenir l'ordre public et d'assurer la liberté démocratique.

Cet Etat semblait le plus propice à un effondrement, c'est pourquoi ces forces s'y sont

regroupées.

En second lieu, le développement de ces effectifs était en gestation depuis de longues années. Des groupes paramilitaires se sont progressivement installés dans les villes situées le long de la frontière avec la Colombie – pour preuve le camp qui a été démantelé en mars de l'année dernière –, et se sont emparés de maillons de l'économie de l'Etat de Táchira tels que les aliments, les médicaments, les billets de banque et les principaux marchés de fruits et de légumes, sans oublier la contrebande d'essence. On l'a bien vu durant le conflit lorsque des groupes armés empêchaient les camions chargés d'aliments de circuler.

Le découpage des territoires à contrôler correspond à un plan de guerre économique permettant de réorganiser *manu militari* la vie sociale dans ces zones.

En troisième lieu, nous avons une frontière qui s'étend sur des milliers de kilomètres. De l'autre côté, sont situées des bases militaires nord-américaines, Les forces armées colombiennes et des bases paramilitaires, toutes connectées entre elles : derrière les armes et les munitions des paramilitaires, il y a non seulement la contrebande, mais aussi toute une stratégie des Etats-Unis fournissant finances et organisation. L'intervention annoncée par Donald Trump a déjà commencé par l'entremise de ces forces irrégulières qui opèrent dans l'ombre, sans uniformes, sans bracelets ni annonces publiques. S'agit-il d'un embryon de l'armée irrégulière dont on a besoin? Si elle doit se développer, ce sera apparemment dans cette zone, où ils disposent déjà d'argent, d'un ancrage territorial, de la fourniture d'armes et d'hommes depuis la Colombie voisine. Combien de milliers de paramilitaires y a-t-il dans ce pays? Quelle est leur capacité d'armement? Durant le conflit, des armes lourdes sont apparues.



Puerto Portete, un port sous contrôle exclusif des paramilitaires qui exploitent les indigènes de la Alta Guajira pour charier et décharger les tonnes de produits volés au Venezuela.



“Non, ne me filme pas le visage !”. Depuis la fermeture de la frontière par le Venezuela, la population locale commence à peine à rêver à la fin de la terreur paramilitaire. Photo: Telesur

En quatrième lieu, nous avons les caractéristiques de l’Etat de Táchira, à la frontière colombienne.

Pour des raisons évoquées plus haut, ce pourrait être le lieu d’expérimentation d’un projet de « territoire libéré », c’est-à-dire sous contrôle politique de la contrerévolution par le biais de son bras paramilitaire. Non plus dans l’anonymat, mais en affichant une identité publique pour tenter de briser l’unité territoriale de l’Etat. Réuniront-ils les conditions matérielles qui leur permettraient de soutenir une action de cette envergure? Ils ne semblaient pas disposer d’une telle capacité durant ces trois derniers mois. Serait-elle en plein développement en ce moment, surtout après l’échec de leur insurrection et l’éventuelle défaite électorale pouvant survenir en octobre prochain? Ou bien disposent-ils déjà d’un tel potentiel sans le montrer? Il s’agit sans doute d’une tentative de mettre sur pied une armée de colombiens et de vénézuéliens pauvres, inféodée aux intérêts des Etats-Unis, des transnationales et des bourgeoisies et oligarchies nationales. Une armée paramilitaire alimentée d’argent, de drogue, de culture hollywoodienne à la sauce latino-américaine, de la misère qui dévore les jeunes et les transforme en mercenaires formant les troupes des structures armées contrerévolutionnaires. Ils offrent leur vie à ceux qui par la suite tenteront de s’approprier des richesses du pays.

C’est un dilemme propre à toutes les époques, entre ceux qui feront main basse sur les richesses produites par la société et ceux qui les perdront. Dans le cas du Venezuela, cette lutte se déroule aujourd’hui au quitte ou double (sur le mode du tout ou rien). Et tandis que l’ennemi armé a regagné l’ombre au niveau national – sauf dans la zone frontalière où on signale des affrontements avec les Forces Armées Nationales Bolivariennes -, l’ennemi principal, les Etats-Unis, s’est clairement manifesté et s’exprime publiquement.

Menaces d'interventions militaires, de sanctions économiques pour mener le pays au *default* en conséquence des sanctions, déploiement diplomatique au niveau du continent : toutes les cartes sont sur la table.

Mais un autre ennemi se cache derrière l'ennemi principal, selon l'analyse de Fernando Travesio, un ennemi qui œuvre dans l'anonymat au service de la criminalité mondiale : les compagnies pétrolières, elles-mêmes manipulées par quelques grandes familles qui forment le fond d'investissement *Vanguard*. Quelle stratégie mettent-elles en œuvre pour récupérer le contrôle des richesses du pays? Le schéma est probablement le suivant : mener le pays à la faillite économique au moyen d'un default résultant des sanctions, ce qui aggraverait la situation déjà difficile dans laquelle se trouve la population. Ce scénario s'accompagnerait d'une tentative de déclencher des pillages que l'on chercherait à transformer en assauts insurrectionnels par des méthodes terroristes qu'emploieraient des groupes paramilitaires, et qui pourraient aboutir à un début de contrôle sur l'Etat de Táchira. Un tel plan pourrait déboucher sur une issue électorale - la droite n'étant pas sûre du résultat attendu - ou bien se transformer en conflit durable menant le pays au chaos.

Il comporterait plusieurs étapes : l'usure, l'attaque et la reconfiguration de la société. Quel serait le rôle du bras paramilitaire si la droite récupérait le pouvoir politique? L'un de leurs problèmes est que la violence déployée entre avril et juin a ôté toute crédibilité aux dirigeants de l'opposition. Une autre difficulté est le fait que le chavisme est présent sur l'échiquier international, en particulier par ses alliances avec la Russie et la Chine.

Mais l'analyse présentée dans ces termes ne considère que l'ennemi extérieur. Or, la situation dans laquelle nous sommes plongés montre que cette division - cette extériorité de l'ennemi du chavisme - n'est pas valide : un exemple évident parmi d'autres est le cas de la Procureure Générale.

L'analyse de la situation économique, en particulier, montre que le rapport des forces dans la lutte pour l'appropriation des richesses, n'est pas en faveur des classes populaires qui constatent que dans le cadre de la réduction des marges économiques, ce sont essentiellement leurs conditions de vie qui se détériorent semaine après semaine, un mois après l'autre.

Ce tableau économique facilite l'avancée de l'ennemi, lui permettant de gagner des positions au niveau national et international. Pourquoi des décisions ne sont-elles pas prises à ce niveau comme cela s'est fait sur le plan politique (NDLR: *depuis la rédaction de cet article le président Maduro a annoncé d'importantes mesures de restructuration économique*) ? Quels sont les intérêts en jeu quand on laisse les importations aux mains d'entreprises qui ne présentent pourtant pas de bilans positifs, ou dans le manque de transparence dans la présentation de chiffres, d'informations sur les dettes, ou dans les difficultés à rendre étanche une frontière pourtant fermée officiellement? Cette critique résume bien où se situe la connexion entre les ennemis extérieurs de la Révolution et leurs alliés internes - alliances qui peuvent être économiques seulement, mais qui auront un impact inévitable sur la politique.

En ce moment le chavisme prend des initiatives politiques. En parallèle, l'ennemi réorganise ses forces, met sur pied son bras paramilitaire à la frontière, œuvre à l'affaiblissement économique de la population, abat toutes les cartes possibles. Jusqu'à quand cela durera-t-il? C'est maintenant qu'il faut aller de l'avant, sinon quand ?

Article original en espagnol : [¿Dónde está el enemigo? Análisis de la frontera con Colombia](#),
Hastaelnocau, le 5 septembre 2017

Traduction : *Frédérique Buhl*, [Venezuela Infos](#)

La source originale de cet article est [Hasta el No Cau](#)

Copyright © [Marco Teruggi](#), [Hasta el No Cau](#), 2017

Articles Par : [Marco Teruggi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca